

**Conseil économique et social**

Distr. générale
7 février 2006
Français
Original: anglais

Commission du développement durable**Quatorzième session**1^{er}-12 mai 2006

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Module thématique du cycle d'application 2006-2007
(session d'examen)**Documents de synthèse présentés
par les grands groupes****Note du Secrétariat****Additif****Contribution des femmes******Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–5	2
II. Énergie au service du développement durable et égalité des sexes dans les pays en développement	6–21	3
III. Énergie pour le développement durable et l'égalité des sexes dans les pays industrialisés	22–38	8
IV. Condition de la femme et changement climatique	39–55	12
V. Conclusion	56–59	25

* E/CN.17/2006/1.

** Le présent document a été établi à partir des éléments contribués par ENERGIA (Réseau international sur les sexospécificités et l'énergie durable), LIFE/Les femmes d'Europe pour un avenir commun, l'Union mondiale pour la nature et l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement, en consultation avec des organisations de femmes à travers le monde. Les vues et opinions exprimées dans le document ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies.



I. Introduction

1. L'insuffisance des services énergétiques modernes et les effets des changements climatiques sont interdépendants. Leur incidence sur la vie des femmes, dans les pays tant en développement qu'industrialisés, témoigne des inégalités entre les sexes et des disparités sociales, économiques et politiques.

2. Dans les pays en développement, plus de 2 milliards d'habitants, notamment ruraux, utilisent pour la cuisine des combustibles traditionnels comme le bois, le charbon et la bouse et ne bénéficient pas des services énergétiques modernes de base. Faute d'accès à des services énergétiques peu coûteux, cette population ne peut ni adopter des modes de subsistance viables ni échapper à la pauvreté. Soixante-dix pour cent des 1,3 milliard de personnes qui vivent avec moins d'un dollar par jour dans les pays en développement étant des femmes, il faut conclure que la pauvreté énergétique frappe plus durement les femmes que les hommes.

3. La dimension Nord-Sud du problème doit également être prise en compte, vu les politiques visant à atténuer les effets des changements climatiques et à s'y adapter et vu les schémas de consommation énergétique. Comme il est souligné dans Action 21, les niveaux actuels de consommation et de production énergétiques ne peuvent se maintenir, surtout si la demande continue de croître. À la surconsommation d'énergie dans les pays industrialisés répond l'insuffisance énergétique dans les pays en développement, qui ne peuvent satisfaire à leurs besoins essentiels ni lutter efficacement contre la pauvreté. La corrélation entre les inégalités entre les sexes et la consommation et la production énergétiques a également des conséquences sur les efforts d'atténuation des effets des changements climatiques. Il importe de se préoccuper de l'aspect sexiste dans l'utilisation de l'énergie pour le développement durable face aux changements climatiques si l'on veut adopter des mesures plus justes et de meilleures stratégies de lutte contre la pauvreté, sachant qu'il y a beaucoup plus de femmes que d'hommes parmi les plus pauvres.

4. En 1992, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a donné lieu à Action 21, dans lequel l'amélioration de la condition de la femme apparaissait comme essentielle au développement durable. En 1995, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes a abouti à l'adoption du Programme d'action de Beijing, dans lequel les gouvernements sont convenus d'assurer aux femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, l'accès à des techniques énergétiques rationnelles et peu coûteuses et d'entreprendre l'évaluation concertée des besoins pour ensuite élaborer des programmes énergétiques nationaux. En 2001, à sa neuvième session, la Commission du développement durable a demandé instamment aux gouvernements de prendre en considération les préoccupations de santé et de sécurité des femmes et des enfants des zones rurales, y compris les problèmes résultant du transport de charges de bois sur de grandes distances et de l'exposition à la fumée des foyers ouverts. Elle a également recommandé l'adoption d'initiatives de coopération internationale visant à donner aux femmes le même accès à l'énergie et les mêmes chances qu'aux hommes et à les associer davantage aux processus décisionnels relatifs à l'énergie.

5. D'autres conférences des Nations Unies ont estimé qu'il fallait tenir compte des distinctions entre les sexes dans l'application des politiques; érigée en objectif du Millénaire pour le développement, l'égalité entre les sexes devait sous-tendre

toute l'action de la Commission. Pourtant lorsqu'il s'agit de l'énergie, des changements climatiques et de la protection du milieu naturel, les organismes des Nations Unies, les gouvernements et les organisations internationales et non gouvernementales ne prennent toujours pas dûment en compte les problèmes des femmes dans leurs politiques et leur action.

II. Énergie au service du développement durable et égalité des sexes dans les pays en développement

6. Partout dans le monde, les sources d'énergie peu coûteuses, adaptées aux besoins locaux et non nuisibles pour l'environnement sont indispensables au développement social et économique. Dans les pays en développement, surtout dans les zones rurales et les établissements urbains non structurés, l'insuffisance énergétique entrave les tentatives des populations d'échapper à la pauvreté et d'étendre leurs activités de production. Pour que les objectifs de développement, dont ceux du Millénaire, y soient atteints, il faut chercher en priorité à élargir l'accès de la population aux sources d'énergie durables et peu coûteuses.

A. Enjeux

7. Si tout le monde a besoin d'énergie, dans beaucoup de sociétés ce sont encore les femmes qui souffrent le plus de la « pauvreté énergétique », car ce sont elles qui doivent trouver des vivres, des combustibles et de l'eau pour leur famille, souvent sans pouvoir compter sur des infrastructures modernes les plus élémentaires. Sans l'énergie nécessaire à la tenue du ménage ou de petits commerces, les femmes ne peuvent guère prendre soin de leur famille et d'elles-mêmes, ni poursuivre leurs études, ni produire un revenu, ni participer aux affaires sociales et collectives.

8. Sans accès à de bons combustibles peu coûteux pour la cuisine et le chauffage, les femmes doivent consacrer beaucoup de temps et d'efforts à la collecte de combustibles traditionnels (bois, charbon, bouse et déchets agricoles) pour pouvoir chauffer de l'eau et cuisiner. Par ailleurs, les rurales doivent souvent cultiver et produire elles-mêmes leur nourriture, ainsi que transporter de lourds fardeaux sans l'aide de machines. Celles qui n'ont pas l'eau courante ou des pompes à moteur chez elles doivent tous les jours ramener de l'eau de la fontaine, voire de puits, de rivières ou de sources pollués. Comme le bois et d'autres combustibles traditionnels se raréfient en raison du ramassage excessif, du défrichement, des conflits armés ou de la dégradation de l'environnement, certaines femmes doivent parcourir de plus grandes distances à la recherche de combustibles. Ces quêtes exposent les femmes, en particulier celles qui vivent dans les camps de réfugiés, aux risques d'agression ou de violence, ainsi qu'aux dangers du terrain et aux attaques de serpents ou d'animaux sauvages.

9. La pollution de l'air dans les habitations est un problème grave. Le travail près des foyers expose les femmes à la fumée, source de troubles respiratoires et d'autres maladies. Chez les pauvres, en particulier dans les zones rurales et les établissements urbains non structurés, les femmes passent tous les jours de longues heures près du foyer à préparer les repas ou, durant la saison froide, à se chauffer. Elles sont de ce fait exposées à des concentrations dangereuses de gaz, de particules, d'autres composés nocifs, comme le monoxyde de carbone, le benzène et le

formaldéhyde. La pollution de l'air dans les habitations fait tous les ans plus de 1,6 million de victimes, qui succombent à la pneumonie, à des maladies respiratoires chroniques et au cancer du poumon. Elle provoque d'autres maux comme l'asthme, la bronchite, la tuberculose, les cataractes, l'hypotrophie et les maladies cardiaques.

10. Les besoins énergétiques particuliers des femmes sont rarement pris en compte dans les politiques et projets nationaux. Les organismes énergétiques cherchent surtout à améliorer l'approvisionnement en énergie fossile et à étendre les réseaux de distribution d'électricité face à la croissance industrielle et urbaine. Si beaucoup de responsables de la gestion de l'énergie sont des hommes ayant des compétences en ingénierie, pour pouvoir passer à des sources d'énergie moins polluantes, il leur faut prendre en compte les problèmes sociaux, notamment les besoins distincts des hommes et des femmes, et l'impact des initiatives proposées pour la gestion rationnelle de l'énergie.

11. De nouvelles mesures relativement simples, comme la collecte de données auprès des femmes et des hommes, permettent de voir les conséquences différentes qu'une politique énergétique donnée pourrait avoir pour elles et pour eux. Des mesures mieux adaptées, inspirées des idées et du vécu des principaux intéressés pourront alors être mises en place pour répondre à leurs vrais besoins et préoccupations.

B. Besoins énergétiques des femmes

12. Les besoins énergétiques des femmes ne sont pas forcément différents de ceux des hommes. Toutefois, là où les traditions sociales leur attribuent des rôles et des responsabilités distincts, méconnaître cette différence peut amener à l'adoption de politiques et de projets qui n'améliorent pas la vie des femmes (pauvres notamment), voire qui leur rendent l'existence encore plus dure en accentuant leur infériorité sociale, leur handicap économique, leur santé déjà précaire et leur impuissance. Énergétiquement, elles ont besoin en priorité :

a) De combustibles et de matériel non polluants pour la cuisine, le chauffage et la production. Comme, dans beaucoup de sociétés, ce sont les femmes qui doivent préparer les repas, leurs besoins en combustibles propres peu coûteux et faciles à trouver ont été fortement soulignés. Dans les endroits où trouver du bois et du charbon ne posait autrefois aucun problème, les combustibles traditionnels peuvent à présent se faire rares en raison de la dégradation de l'environnement; les femmes auraient alors tout à gagner à pouvoir disposer de combustibles modernes, comme le gaz de pétrole liquéfié, ou de combustibles biologiques et de briquettes de biomasse qui peuvent être fabriqués sur place avec les produits ou déchets agricoles des zones rurales. De meilleures techniques de cuisson et de ventilation et des cuisinières solaires pourraient également réduire la dépendance à l'égard des combustibles nocifs et la pollution de l'air qui en résulte. Comme dans leurs activités commerciales, les femmes sont souvent appelées à cuire ou à réchauffer des aliments, de meilleurs combustibles et matériels de cuisson pourront également aider à améliorer leur situation économique;

b) D'appareils à moteur pour la mouture, le pompage, l'agriculture et le transport. Les femmes ont besoin d'outils qui requièrent moins de force physique pour la culture, l'irrigation et la récolte, la mouture et la production des aliments de base, le transport de l'eau nécessaire aux soins du ménage, à l'agriculture et à leur

commerce, et le transport de biens et équipements. Soulagées de ces pénibles travaux quotidiens, elles se porteraient mieux et pourraient tirer un meilleur parti des possibilités éducatives et économiques qui leur sont offertes ou passer plus de temps avec les leurs. Les pompes à eau et les appareils à moteur peuvent être alimentés par les réseaux électriques ou les générateurs solaires, éoliens et hydroélectriques, fonctionner au diesel ou aux combustibles biologiques modernes, ou être actionnés par des moulins à vent ou à eau;

c) D'électricité pour les lampes, les appareils, le matériel de communication et les ordinateurs. Grâce à l'éclairage domestique et aux systèmes de communication, les femmes qui se livrent au petit commerce tout en assumant les tâches domestiques et les soins du ménage peuvent consacrer plus de temps à la lecture, au travail et au loisir, gagner en efficacité et en connaissances, et s'impliquer davantage dans la vie sociale et politique. Dans les zones non raccordées au réseau, l'électricité peut être produite par des générateurs décentralisés fonctionnant au diesel ou aux combustibles biologiques ou à l'énergie solaire, éolienne ou hydroélectrique.

C. Principaux problèmes et stratégies

13. Faire mieux comprendre la corrélation entre les problèmes liés à la condition féminine, à l'énergie et au développement. Leur travail quotidien étant en général non rémunéré et en marge de l'économie structurée, leur contribution au développement social et économique reste sous-estimée. La discrimination à leur égard est directement liée à leur pauvreté, leur santé médiocre et leur analphabétisme. Il importe de convaincre les dirigeants des pays en développement d'investir dans l'infrastructure énergétique de base pour réduire les problèmes actuels de la femme si l'on veut tenir les engagements énoncés dans Action 21 et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement, ainsi que les objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir : multiplier les possibilités de produire des revenus et de réduire la pauvreté (objectif 1); offrir aux femmes et aux jeunes filles les moyens de poursuivre leurs études (objectif 2) et promouvoir l'autonomisation des femmes (objectif 3); améliorer la santé et la sécurité des femmes et de leur famille (objectifs 4, 5 et 6); et assurer une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles (objectif 7). Il s'agit à cet effet d'intervenir auprès des gouvernements des pays, des organismes et des donateurs dans les réunions internationales, d'informer le grand public au moyen de documents, de coffrets pédagogiques et de matériels didactiques et d'étudier les meilleures façons d'intégrer tant les problèmes de la condition féminine que les préoccupations énergétiques dans les politiques, programmes et projets de gestion rationnelle de l'énergie.

14. *Aider les femmes à se faire entendre des décideurs.* Les femmes sont actuellement sous-représentées dans les fonctions politiques et ont encore beaucoup de mal à participer à la prise de décisions à tous les niveaux de l'organisation sociale, que ce soit dans l'administration nationale ou locale ou chez elles et à leur travail. Sachant que ce n'est pas parce qu'il y aura plus de femmes aux postes politiques que les problèmes énergétiques des femmes pauvres deviendront une priorité nationale, il faudrait toutefois favoriser leur participation à l'élaboration et à l'application des initiatives de gestion rationnelle de l'énergie si l'on veut les en faire bénéficier au même titre que les hommes. Pour favoriser la participation des

femmes à la prise de décisions, il convient de renforcer leurs capacités et d'assurer leur formation technique pour renforcer leur présence dans le secteur de l'énergie, et de favoriser l'évaluation concertée des besoins et de les associer ainsi davantage à l'élaboration des politiques et projets énergétiques, ainsi qu'à la collecte et à l'analyse des données ventilées par sexe dans toutes les initiatives énergétiques.

15. *Faciliter l'accès des femmes aux techniques énergétiques.* Parfois, les revenus générés par l'utilisation du matériel énergétique peuvent aider à payer des services énergétiques, mais les femmes ont souvent du mal à gagner assez d'argent, à trouver des fonds ou à obtenir des crédits pour acheter ce matériel. De plus, à cause des traditions sociales et légales, elles n'ont souvent pas le droit de posséder des terres ou des biens qui leur auraient servi de gages pour obtenir des emprunts sans garant ou de suivre une formation technique. Pour régler ces problèmes, il faut donner aux femmes la possibilité d'acquérir du matériel énergétique et des réservoirs de combustibles de petite taille et peu coûteux, leur assurer des services de financement en tenant compte de leurs problèmes de crédit, et organiser des cours adaptés à leur emploi du temps. Il faut également garantir leurs droits fonciers pour leur ouvrir l'accès aux ressources énergétiques.

16. *Aider les femmes à devenir chefs d'entreprise dans le secteur énergétique.* Les femmes et les jeunes filles auront besoin d'acquérir de l'assurance et des compétences commerciales et techniques pour pouvoir participer davantage au développement social et économique. Les projets communautaires associant les femmes aux entreprises énergétiques durables peuvent les aider à se former, à acquérir de l'expérience et de l'assurance, et les encourager à trouver des solutions à leurs propres besoins en techniques énergétiques. Ils peuvent également inciter les femmes et les jeunes filles à pousser plus loin leurs études en ingénierie ou en science pour pouvoir être plus présentes dans le secteur de l'énergie. Il convient à cette fin : d'aider les femmes et leurs associations dans leurs entreprises et initiatives de gestion rationnelle de l'énergie; de leur donner une formation dans les domaines du commerce et de la production; et d'encourager les femmes et les jeunes filles à obtenir des diplômes de haut niveau en science et en ingénierie.

D. Enseignements

17. Les politiques publiques d'appui contribuent à la prise en compte des problèmes des femmes dans les politiques, projets et plans énergétiques. Ainsi, en Ouganda, la politique nationale d'égalité des sexes a beaucoup contribué à la prise en compte des besoins des femmes dans le projet pilote d'électrification photovoltaïque rurale, dont l'objet est d'éliminer les obstacles institutionnels, sociaux et financiers à l'accès aux techniques solaires¹.

18. Les programmes énergétiques ne fonctionnent jamais mieux que lorsqu'ils sont associés aux projets de développement communautaire impliquant femmes et hommes. Au Népal, le programme de développement énergétique rural a consisté à

¹ « Uganda: Gender Responsive Planning for Access to Solar Technology Through Establishment of Appropriate Financing Mechanisms », Sengendo et Turyahikayo, 2002, <www.energia.org/pubs/papers/wssd_africa_regpaper.pdf> et « Uganda Photovoltaic Project for Rural Electrification », Sengendo, dans *Generating Opportunities: Case Studies on Energy and Women*, Programme des Nations Unies pour le développement, 2001, <www.undp.org/energy> ou <www.energia.org>.

mettre en place des microsystèmes hydroélectriques pour favoriser le développement économique de la collectivité, et à associer les femmes et les hommes au processus de planification en constituant des comités distincts d'hommes et de femmes et en les faisant travailler ensemble sur des projets précis choisis par l'ensemble de la collectivité. Du fait qu'il met l'accent sur la participation des femmes et sur les liens entre la problématique hommes-femmes et l'énergie, ce projet énergétique nuancé selon le sexe² est un modèle du genre.

19. Les processus participatifs permettent aux parties prenantes de déterminer les besoins spécifiques d'énergie et de développement. Au Bangladesh, un projet d'appui à la production de lampes à pile par les rurales, qui vise à leur donner la possibilité d'utiliser les techniques énergétiques durables, a été élaboré avec le concours des femmes pour qui l'éclairage domestique est un besoin prioritaire dans les secteurs non connectés au réseau électrique. Les femmes ont appris à fabriquer dans de petits ateliers des lampes qu'elles vendent ensuite sur les marchés de campagne³.

20. La formation de revenus par l'utilisation de techniques énergétiques peut contribuer à rendre les services énergétiques plus abordables pour les femmes et à améliorer leur condition sociale et politique. Au Mali, le projet polyvalent d'alimentation électrique des villages a permis à des associations de femmes d'utiliser des générateurs diesel pour alimenter diverses machines, soit des meules, des pressoirs à huile et des chargeurs de batteries, ainsi que des lampes et des pompes à eau. En se faisant payer pour ces services énergétiques, elles ont pu accroître leur revenu et ont gagné le respect dans leurs villages pour leur avoir rapporté d'importants profits⁴.

21. La diffusion de techniques énergétiques, comme les cuisinières améliorées, aux fins de la réalisation des objectifs environnementaux sera optimale si l'on tient compte des besoins des populations visées. En Inde, la petite organisation non gouvernementale Technology Informatics Design Endeavour a découvert que les rurales ne voulaient pas des cuisinières fournies par l'État en vue de réduire la consommation de bois car, contrairement à leur souhait, elles ne dégageaient pas moins de fumée. De nouveaux modèles conformes à leurs vœux ont été rapidement adoptés sans intervention des pouvoirs publics⁵.

² « Nepal rural micro hydro development programme », Rana-Dueba, dans *Generating Opportunities: Case Studies on Energy and Women*, PNUD, 2001, <www.undp.org/energy>.

³ « Battery-operated lamps produced by rural women », Khan, dans *Generating Opportunities: Case Studies on Energy and Women*, PNUD, 2001, <www.undp.org/energy>.

⁴ Voir description à <www.ptfm.net>, et « Multifunctional platform for village power », Burns et Coche, dans *Generating Opportunities: Case Studies on Energy and Women*, PNUD, 2001, <www.undp.org/energy>.

⁵ « Rural women as agents of improved woodstove dissemination: a case study in Hyluvangala Village, Karnataka, India », Bhogle, dans *Energy for Sustainable Development*, VII, n° 3, septembre 2003, <www.ieiglobal.org/esd.html>.

III. Énergie pour le développement durable et l'égalité des sexes dans les pays industrialisés

22. Dans les nations industrialisées, les préjugés sexistes et les écarts économiques et sociaux sont aussi évidents pour ce qui est de l'accès à l'énergie, des coûts de l'énergie et du rôle des femmes en la matière, outre le fait qu'il n'y a pas de femmes au niveau de la prise de décisions dans ce secteur. La surconsommation des pays industrialisés affaiblit la capacité des pays en développement de répondre à leurs besoins énergétiques et de lutter contre la pauvreté qui touche les femmes au premier chef.

A. Les problèmes en cause

23. Pour les femmes, l'accès à l'énergie, surtout « propre », est plus difficile en Europe orientale qu'en Europe occidentale. Le ramassage du bois de feu pour répondre aux besoins énergétiques domestiques les expose à de graves dangers de violence psychologique et physique, non seulement dans les anciennes zones de guerre telles que le Kosovo ou la Tchétchénie mais encore dans de nombreux pays en transition, pacifiques mais appauvris.

24. En dernière analyse, c'est aux gouvernements qu'il appartient de répondre aux besoins fondamentaux de l'humanité. La libéralisation ou la privatisation des services collectifs de base – eau, énergie et transports – est problématique puisqu'elle signifie qu'ils ne relèvent plus de la responsabilité des gouvernements mais de celle des investisseurs privés qui ne se sentent généralement pas responsables à l'égard des citoyens. Cette situation lèse les plus pauvres, notamment les femmes. Au sein de l'Union européenne, la libéralisation des marchés énergétiques a eu pour effet de réduire les coûts de l'énergie et d'élargir l'éventail des fournisseurs offert aux consommateurs mais aux dépens de la qualité et de la disponibilité (à titre d'exemples, certains services de transport public sont moins nombreux ou réservés à l'usage des salariés, ou encore la qualité de l'eau diminue tandis que ses prix augmentent). Par le passé, la privatisation de l'approvisionnement en énergie et en eau a bien plus profité à l'industrie qu'aux ménages; ainsi, en 2003, dans l'ensemble de l'Union européenne, le coût de l'électricité pour les ménages était en moyenne de 60 % supérieur à celui de l'industrie, contre 51 % en 1994. En même temps, la libéralisation va de pair avec des suppressions massives d'emplois, fréquemment préjudiciables à la promotion de la femme.

25. En raison de la hausse des coûts, l'énergie, moins accessible, est moins utilisée par les plus pauvres, femmes âgées et mères célibataires en particulier. Les femmes à faible revenu ont ainsi tendance à vivre dans des logements mal isolés, équipés d'anciens appareils ménagers à faible rendement énergétique. Ces deux facteurs entraînent une consommation énergétique accrue qui se traduit par une plus grande part du budget des ménages allouée à l'énergie, ce qui, à son tour, donne lieu à une pauvreté énergétique.

26. La pauvreté énergétique est un problème croissant dans les pays industrialisés, où de nombreux ménages doivent dépenser environ 20 % de leur revenu pour répondre à tous leurs besoins en combustible pour se chauffer convenablement, s'éclairer, cuisiner et faire marcher les appareils ménagers. La récente hausse des

prix du pétrole et du gaz a eu des répercussions indirectes sur les ménages pauvres qui sont forcés de faire des emprunts pour régler leur facture énergétique. Au Canada (en 2003, par exemple), les 20 % des ménages ayant les plus faibles revenus dépensent plus de 14 % de leur revenu en combustible et en électricité, soit trois fois plus que tous les ménages du pays⁶. Des données comparables pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord indiquent que 19,2 % des foyers de retraités célibataires et 16,8 % des familles monoparentales se heurtent à la pauvreté énergétique⁷; dans les deux cas, il s'agit en majorité de femmes. Chauffer, refroidir et cuisiner risquent de poser des problèmes aux personnes à faible revenu, si elles n'ont qu'un choix restreint de formes d'énergie; l'électricité est chère et le combustible solide produit de la fumée, ce qui nuit à la santé.

La pauvreté énergétique affecte la santé des femmes et des enfants

Des projets en faveur des femmes en Arménie et en Ouzbékistan ne cessent de signaler que la pauvreté énergétique est un problème majeur. Pour rester au chaud et avoir assez d'énergie pour cuisiner, les ménages pauvres sont forcés de brûler leurs déchets ménagers à forte teneur en plastique et autres matériaux synthétiques. L'impact sur la santé est immense et les femmes qui sont exposées lorsqu'elles cuisinent et lorsqu'il y a le chauffage sont les plus vulnérables. Brûler des déchets dans des barils à cet effet ou dans des fours à bois produit des particules de suie dans l'air qui pénètrent dans le corps par les yeux, la muqueuse protectrice du nez ou par les capillaires des poumons, ce qui risque d'avoir des effets nocifs sur les poumons, le système nerveux, les reins et le foie. Des maladies chroniques telles que la bronchite, l'emphysème et la plupart des cancers peuvent demander 20 ans pour se développer et peuvent être causées par de faibles niveaux d'exposition à la fumée et aux toxines qui initialement semblaient sans danger. Vu leur petite taille, les enfants sont bien plus exposés à ces risques; par rapport à leur masse corporelle, ils respirent plus d'air que les adultes et absorbent par conséquent des toxines à plus fortes doses⁸. Leur système nerveux n'étant pas complètement développé, ils sont aussi plus vulnérables physiquement aux dommages causés par le mercure, le plomb, le cadmium et autres métaux lourds contenus dans la fumée des déchets brûlés.

27. Dans de nombreux pays, la taxation énergétique – écotaxes ou taxes sur l'énergie – affecte plus gravement les femmes car la proportion de leurs revenus, déjà plus faibles, allouée à l'énergie augmente de ce fait (encore que les écotaxes n'influencent pas plus les économies d'énergie des femmes que celles des hommes).

28. Les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes préférences en matière de production énergétique. En Finlande, par exemple, seuls 14 % des femmes sont

⁶ Canadian Housing and Renewal Association; <<http://chara-achru.ca/english/view.asp?x=654&id=400>>.

⁷ Center for Sustainable Energy (2003); <<http://www.cse.org.uk/pdf/sof1006.pdf>>.

⁸ Voir Waldbott, G., *Health Effects of Environmental Pollutants*, 1973.

favorables à l'utilisation à long terme de l'énergie nucléaire, contre 46 % des hommes. Des résultats analogues ont été obtenus dans de nombreux autres pays, dont l'Allemagne, l'Inde, la République de Corée et les États-Unis d'Amérique. Au nombre des raisons invoquées par les femmes figurent les risques de santé, les risques associés à la technologie elle-même (tels que la catastrophe du réacteur de Tchernobyl en 1986 et la possibilité que ces installations ne deviennent la cible d'actes terroristes) et le problème toujours non résolu des déchets nucléaires qui fait peser les conséquences de notre consommation énergétique actuelle sur les générations futures.

L'énergie nucléaire est-elle une solution de rechange sûre?

L'expérience de Tchernobyl prouve que l'énergie nucléaire peut être très dangereuse, bien que le lobby pro-atomique s'emploie à la présenter comme une solution de rechange sûre et utile. Dans les domaines de la science et de la médecine, il est largement admis qu'il n'y a pas de seuil inoffensif pour les effets des rayonnements sur les organismes vivants, ce qui signifie que toute nouvelle exposition aux radiations, si faible soit-elle, aura inéluctablement des effets nocifs sur les membres du groupe exposé, encore qu'il ne soit pas possible de prédire exactement qui souffrira, ni quand ni comment.

29. La consommation énergétique dans les pays industrialisés révèle également une nette composante sexospécifique. À titre d'exemple, dans le secteur des transports, les femmes, tous groupes d'âge et de revenu confondus, consomment moins d'énergie. Elles ont davantage tendance à utiliser les transports en commun et les voitures à faible consommation. En outre, les transports sont le secteur dont le taux de croissance est le plus élevé, d'où une hausse de la consommation énergétique assortie de répercussions sur la protection du climat, l'utilisation des terres et la diversité biologique. Toutefois, à part le secteur des transports, peu d'études comparatives de consommation selon le sexe ont été effectuées. Certaines questions subsistent : qui consomme l'énergie, à quelles fins et à quel niveau (par exemple, pour des travaux d'entretien, des techniques d'information et de communication, des loisirs). Comment favorise-t-on ou diminue-t-on la demande énergétique et par quels moyens – isolation thermique, appareils ménagers à bon rendement énergétique, accessibilité géographique? Qui est affecté par les mesures d'économie énergétique et dans quel rôle, et qu'est-ce que cela signifie eu égard à l'éventuelle surcharge de travail (externalisation des charges de travail différenciées selon le sexe)?

30. Peu d'études sur les dispositions et instruments visant à économiser de l'énergie dans une perspective sexospécifique ont été réalisées. Elles démontrent que, de façon générale, les femmes et les hommes préfèrent des mesures différentes. Par exemple, ceux-ci s'en remettent nettement plus aux solutions techniques aux problèmes tandis que celles-là s'attachent d'abord aux comportements et aux modes de vie. Elles connaissent d'ailleurs moins bien que les hommes les mesures d'économie énergétique. Ceci est lié aux préjugés techniques des campagnes d'information et/ou au fait que le groupe cible n'est pas visé comme il convient.

31. Les femmes ont tendance à ne pas prendre part aux décisions concernant les solutions techniques visant à réduire la consommation énergétique, en partie parce qu'elles sont rares à avoir les qualifications techniques voulues. En outre, moins à l'aise financièrement, elles ont moins souvent accès à la propriété immobilière, et sont donc moins nombreuses à prendre, en tant que propriétaires d'un logement, des décisions techniques telles que celles d'installer ou non des systèmes de chauffage à isolement thermique et économiseurs d'énergie ou d'utiliser l'énergie solaire.

32. La faible proportion des femmes employées dans l'industrie énergétique et leur participation marginale à la planification et aux décisions illustrent également l'inégalité des sexes en matière d'énergie. La proportion des femmes dans le secteur énergétique a beau avoir commencé à augmenter ces dernières années, le secteur reste dominé par les hommes, en particulier dans les domaines techniques. En Australie, les femmes représentent 20 % des effectifs dans les secteurs de l'électricité, du gaz et des eaux, mais occupent moins de 5 % des postes techniques. En Allemagne, la proportion du personnel technique féminin dans l'industrie énergétique est d'environ 6 % et de 4 % pour les postes de décision. Dans l'industrie énergétique, les femmes occupent surtout des postes dans l'administration, les ventes, la finance, la restauration et le personnel. Le secteur énergétique a une image très masculine. On sait qu'il s'agit là d'une barrière importante à la participation des femmes.

33. Dans le domaine des énergies renouvelables, d'après une enquête récemment menée en Allemagne, les conseils de gestion et de supervision des associations commerciales et des entreprises sont presque exclusivement composés d'hommes. Cette situation semble s'être quelque peu améliorée pour ce qui est des distributeurs d'énergie et des groupes de pression locaux et régionaux. Il faut suivre de près et évaluer, compte tenu des sexospécificités, le secteur en expansion des énergies renouvelables car de nombreux emplois y sont et continueront d'y être créés.

34. Les entreprises énergétiques commencent à reconnaître l'apport bénéfique des femmes au travail. Par exemple, au Canada, le secteur du pétrole et du gaz favorise une population active diverse et reconnaît la contribution des personnes en tant qu'individus capables plutôt qu'en tant que membres de certains groupes.

B. Enseignements

35. Pour mettre en évidence les liens qui existent entre les politiques d'égalité des sexes et d'énergie durable, il importe de consacrer des ressources aux recherches et à la collecte de données et de diffuser des études de cas qui favorisent les meilleures pratiques et mettent en commun les enseignements tirés.

36. La prise en compte d'une démarche soucieuse d'égalité des sexes dans de nombreux pays européens fournit maintenant l'occasion de combler les écarts qui existent. Des instruments sont mis au point pour assurer le suivi de l'intégration des femmes, mais les analyses par sexe des dispositions prises dans le secteur énergétique restent extrêmement sporadiques. On procède à la formulation de projets de recherche initiaux intégrant les questions relatives à l'égalité des sexes mais les résultats et les conclusions ne sont pas encore disponibles.

37. La Conférence internationale de 2004 sur les énergies renouvelables, tenue à Bonn (Allemagne), montre qu'il est bon de faire participer des experts en égalité des

sexes et d'intégrer une perspective sexospécifique. Un groupe de femmes a présenté les préoccupations des intéressées qu'ont appuyées de nombreux gouvernements. Les recommandations faites par des organisations de femmes au sujet de la prise en compte de l'égalité des sexes, la mise au point des instruments voulus et la planification d'une nouvelle formation ont été intégrées au Plan d'action international concerté lors de la Conférence et pourraient être utiles au processus de la Commission du développement durable.

C. Défis

38. Pour accomplir les progrès nécessaires à l'intégration de l'égalité des sexes dans le secteur de l'énergie, les conditions ci-après devront être remplies :

a) Il faut combler d'urgence les écarts entre les données et les statistiques relatives à l'égalité des sexes et l'énergie. Aux niveaux local, régional ou national, cela s'applique à la consommation énergétique des hommes et des femmes en fonction du type et des objectifs de l'utilisation; aux préférences des femmes et des hommes eu égard à la production énergétique et aux instruments et mesures de politique énergétique; aux conclusions sur les conditions qui sous-tendent les dispositifs d'économie d'énergie et leurs effets ventilés par sexe; aux analyses de planification et d'investissement dans le secteur de l'énergie qui tiennent compte des préférences et des répercussions selon le sexe et du niveau économique; et à la proportion de femmes et d'hommes parmi les employés et dans les postes de décision de l'industrie énergétique et des organes concernés par la politique énergétique;

b) Il faut utiliser et affiner les instruments d'examen des effets sur les deux sexes des mesures, programmes et plans dans le secteur énergétique;

c) Il faut que l'affectation de fonds au secteur énergétique soit fonction de l'application de programmes de prise en compte de l'égalité des sexes;

d) Il faut faire comprendre aux organisations non gouvernementales, environnementales notamment, les perspectives sexospécifiques dans le secteur énergétique et leur dispenser une formation à l'intégration de l'égalité des sexes dans leur travail. Il en va de même pour les autres principaux groupes représentés à la Commission du développement durable;

e) Il faut réunir, évaluer et utiliser les études de cas traduisant les aspects sexospécifiques des politiques et pratiques énergétiques dans les pays industrialisés afin de reproduire les stratégies constructives, de mettre au point des plans d'action pratique et d'identifier les obstacles éventuels.

IV. Condition de la femme et changement climatique

39. Le changement climatique est un problème environnemental dont il ne faut pas sous-estimer la dimension politique et les liens avec le développement. Ses effets, matériels et économiques (par exemple en cas de catastrophe naturelle) mais aussi sociaux et culturels, compromettent le mode de vie lié à l'environnement de nombreuses populations du monde.

40. Comme l'a prédit le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), l'impact du changement climatique sera inégalement réparti selon les régions, les générations, les classes d'âge, les niveaux de revenu, les métiers et le sexe. Il affectera démesurément les pays en développement et les pauvres de tous les pays, aggravant les inégalités de santé et d'accès à une alimentation adéquate, à l'eau pure et à d'autres ressources. Les personnes qui vivent dans la pauvreté sont plus vulnérables à la transformation de l'environnement. Or, plus de 70 % des pauvres du monde sont des femmes et leur vulnérabilité est encore accentuée par la race, l'ethnie et l'âge. Les catastrophes naturelles et la transformation de l'environnement n'ont pas les mêmes effets sur les femmes que sur les hommes en raison du rôle et des responsabilités que leur donnent les traditions sociales.

41. La plupart des enjeux, des politiques et des programmes intéressant le changement climatique ne sont pas neutres à cet égard. C'est pourquoi il faut prêter une attention particulière à plusieurs aspects : sexospécificité de l'emploi des ressources; sexospécificité des effets du changement climatique; différence entre les hommes et les femmes en matière d'atténuation et d'adaptation; influence des femmes sur les décisions relatives au changement climatique; aptitude des femmes à faire face au changement climatique; et vulnérabilité sexospécifique.

42. Il est largement admis que les pays industriels sont les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre, mais que ce sont les pays en développement qui en souffrent le plus. Il importe donc d'analyser les aspects sexospécifiques du changement climatique dû à ces émissions dans les pays développés et, de même, d'analyser les stratégies d'atténuation en tenant compte de ces aspects. Toutefois, jusqu'à présent, des questions essentielles ont à peine été définies et encore moins abordées : quels sont les responsables des émissions de CO₂, quelles sont les activités qui les causent, comment les structures sociopolitiques et les mécanismes de planification agissent sur leur réduction et dans quelle mesure les hommes et les femmes contribuent à les accroître ou à les réduire.

A. Les enjeux

43. Le changement climatique a de nombreuses caractéristiques sexospécifiques : a) avec les catastrophes naturelles, il affecte plus gravement les femmes en raison de leur rôle social, de la discrimination qu'elles subissent et de leur pauvreté; b) les femmes restent sous-représentées dans les décisions sur le changement climatique, les émissions de gaz à effet de serre et les stratégies d'adaptation ou d'atténuation de leurs effets; et c) elles provoquent moins d'émissions de carbone. Il faut tenir compte de leur situation non seulement parce qu'elles sont très vulnérables, mais aussi parce qu'elles ont des optiques et des connaissances différentes. Pour comprendre la transformation de l'environnement, il est essentiel de tenir compte de la dimension sexospécifique. Les optiques, les réponses et les effets liés aux événements catastrophiques ne sont pas les mêmes pour les femmes et les hommes en raison des différences de responsabilités sociales, de vulnérabilités, de capacités ou de possibilités d'adaptation, de patrimoine et d'autorité. Les effets de la transformation de l'environnement et des catastrophes sont ressentis très différemment par les femmes.

Les femmes sont plus exposées aux effets des changements climatiques

44. Les effets du changement climatique, c'est-à-dire l'augmentation de la fréquence de phénomènes climatiques extrêmes tels que canicules, sécheresses, tempêtes ou inondations, affectent beaucoup plus les femmes que les hommes, dans les pays tant développés qu'en développement. Par exemple, sur les 20 000 personnes âgées décédées en France durant la canicule européenne de 2003, il y avait nettement plus de femmes que d'hommes.

a) Les catastrophes naturelles de ces dernières années, dans les pays tant développés qu'en développement, ont touché avant tout les pauvres qui, partout dans le monde, sont en majorité des femmes car à tous les niveaux elles gagnent moins que les hommes. Dans les pays en développement, les femmes pauvres sont beaucoup plus vulnérables aux effets du changement climatique. Comme elles sont marginalisées et tributaires des ressources naturelles locales, leur travail domestique s'alourdit, notamment pour aller chercher l'eau, le bois de feu et les fourrages. Dans certaines régions, le changement climatique raréfie les ressources naturelles et aggrave le chômage, ce qui incite les hommes à émigrer, laissant les femmes surchargées de travail agricole et domestique. Comme les femmes pauvres n'ont, quant aux ressources naturelles, aux technologies et au crédit, ni accès, ni autorité, elles ont moins de ressources pour surmonter les intempéries saisonnières et les catastrophes naturelles. Cela tend à les cantonner dans leur rôle traditionnel, nuit à l'éducation des filles et réduit l'aptitude des femmes à diversifier leurs moyens de subsistance (et donc leur capacité de trouver un emploi rémunérateur).

Les femmes ont été de loin les principales victimes du tsunami

Un rapport d'Oxfam (mars 2005) relatif à l'impact sur les femmes du tsunami de 2004 en Asie a mis en évidence l'inégalité des sexes car la grande majorité des morts ont été des femmes et c'est pour les femmes que le relèvement a été le plus difficile. À Aceh, en Indonésie, par exemple, plus de 75 % des morts étaient des femmes et parmi les survivants il y avait 3 hommes pour 1 femme. Le décès d'un très grand nombre de mères a aggravé la mortalité infantile, provoqué une forte augmentation des mariages précoces, forcé les filles à abandonner l'école, et multiplié les cas d'agression sexuelle, de trafic de femmes et de prostitution. Toutefois, les médias n'ont guère parlé de tous ces problèmes⁹

b) Le changement climatique, qui fait baisser le rendement des cultures et la production vivrière en particulier dans les pays en développement, se répercute sur les stratégies de survie et la sécurité alimentaire des femmes, et donc sur leur droit à l'alimentation. Les femmes assurent de 70 à 80 % de la production vivrière des ménages en Afrique subsaharienne, 65 % en Asie et 45 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. Or, le changement climatique peut précariser et raréfier les sources traditionnelles d'aliments. Les sécheresses et les inondations peuvent mettre en difficulté les éleveuses de bétail qui en tirent un revenu et s'en nourrissent. Les connaissances et l'expérience des femmes en ce qui concerne la préservation de la

⁹ Deepa Kandaswamy, 2005; <http://coanews.org/tiki-read_article.php?articleId=255>.

biodiversité, par la conservation et la domestication de semences de plantes sauvages comestibles et la sélection de plantes cultivées, sont indispensables pour faciliter l'adaptation au changement climatique.

c) Dans les pays tant développés qu'en développement, les femmes sont au service des autres, s'occupant à la fois des enfants et des anciens, en plus de leurs autres tâches domestiques et de leurs activités rémunérées. Surchargées de responsabilités, elles ont plus de mal à travailler à l'extérieur et affronter les effets des transformations de l'environnement provoquées par le réchauffement de la planète.

La dégradation de l'environnement contraint de nombreuses fillettes à sacrifier leur éducation au travail

Une étude faite pour le compte d'Actionaid en 1993-1994 dans l'Himalaya népalais a nettement montré que la dégradation de l'environnement aggrave les tensions domestiques et raréfie les ressources. En conséquence, les enfants et en particulier les fillettes sont poussés à travailler davantage et plus tôt. Elles font les travaux les plus durs, ont le moins de droit à la parole et le moins de choix scolaires. Les programmes axés uniquement sur leur scolarisation échouent en raison de la détérioration de l'environnement et de la situation sociale des familles.

d) Dans les sociétés traditionnelles, les femmes sont encore plus vulnérables au changement climatique car elles sont rarement autorisées à participer aux activités publiques et sont donc moins informées des mesures essentielles à prendre face aux situations d'urgence. En outre, elles sont moins mobiles en raison de coutumes strictes qui leur imposent certains comportements, et elles ont moins de chances de fuir les zones sinistrées.

e) Les moyens de protection du climat peuvent avoir des effets différents sur les femmes et les hommes en raison des différences de situation économique¹⁰. De même, le financement des mesures techniques nécessaires pour protéger le climat favorise en général les hommes. Les mesures qui seraient nécessaires pour faire changer de comportement sont négligées.

f) Selon le rapport de l'atelier d'Ankara sur les femmes face aux catastrophes naturelles (2001)¹¹, leurs droits fondamentaux y pâtissent. Leurs droits économiques et sociaux sont violés si les mesures d'atténuation, de secours et de reconstruction ne leur profitent pas autant qu'aux hommes. Leur droit à des soins adéquats est violé lorsque les secours ne répondent pas à leurs besoins spécifiques de santé physique et mentale dans toutes les phases de leur vie, en particulier après un traumatisme. Le droit à la sécurité des personnes est violé lorsque les femmes et les filles sont victimes de violences sexuelles ou autres dans les villages de toile ou autres logements temporaires. Les droits civils et politiques sont déniés si les

¹⁰ Voir l'exemple des écotaxes donné au par. 27.

¹¹ Division de la promotion de la femme et ONU/SIPC, « Environmental management and the mitigation of natural disasters: a gender perspective », rapport de la réunion du Groupe d'experts, Ankara, 6-9 novembre 2001.

femmes ne peuvent pas agir à leur guise ni participer pleinement à tous les niveaux de décisions concernant l'atténuation des effets des catastrophes et le relèvement.

Les femmes sont sous-représentées dans les décisions

45. Le rôle des femmes dans la collectivité n'est pas officiellement reconnu ni pris en considération dans l'atténuation des effets des catastrophes, l'adaptation ni les secours. On néglige souvent leurs connaissances des écosystèmes et leurs stratégies, leur expérience et leurs compétences face aux catastrophes naturelles et à la sécheresse. Les stratégies et politiques concernant le changement climatique ne tiennent pas compte des aspects sexospécifiques du problème et ni des études actuelles sur les relations entre la situation de la femme et le changement climatique. Les femmes sont mal représentées dans les processus de planification et de décision concernant la riposte au changement climatique, ce qui limite leur capacité de participer aux décisions politiques qui risquent de se répercuter sur leurs besoins et leurs vulnérabilités propres. La vulnérabilité des femmes et l'atténuation des effets des catastrophes ont été inscrites au programme du GIEC (1988) mais la dimension sexospécifique n'a pas encore été intégrée dans ses travaux.

a) Même dans les pays industrialisés, la participation des femmes à la planification et aux décisions en matière de protection du climat est très faible, ce qui est dû avant tout au caractère très technique des aspects essentiels de ce travail (énergie, transport et urbanisme), qui sont largement dominés par les hommes. En conséquence, ce sont eux généralement qui profitent le plus des emplois créés dans ces domaines, par exemple pour l'exploitation des énergies renouvelables ou le négoce des droits d'émissions.

b) Aux niveaux national comme international, il reste difficile aux femmes de se faire reconnaître dans le domaine de la protection du climat. Il y a certes un groupe, encore restreint mais en expansion, de femmes et d'hommes qui prônent la prise en compte des sexospécificités dans les enceintes politiques mais ses résultats restent limités. Au niveau national, la situation n'est guère plus brillante. L'intégration des femmes semble avoir plus de chances de réussir aux niveaux régional et local mais, même là, elle est l'exception plus que la règle.

Émissions de carbone et disparités sexuelles

46. Dans certains cas, la responsabilité des émissions paraît liée à la division du travail entre les sexes, à la répartition du pouvoir économique et aux différences entre hommes et femmes en matière de consommation et de loisirs. Par exemple, les émissions liées au transport sont nettement corrélées avec le sexe. En Europe, pour le travail et les loisirs, les femmes font moins de trajets en voiture et ceux-ci sont plus courts; elles emploient des petits véhicules qui consomment peu et prennent l'avion bien moins souvent que les hommes.

a) Les femmes sont surreprésentées parmi les chefs de famille à bas revenu et sous-représentées dans la population à haut revenu. À cet égard, il y a un lien entre le niveau des revenus et les émissions de CO₂ : plus les ménages sont riches, plus ils en émettent car ils ont des logements plus grands, davantage d'équipements électriques, des voitures plus puissantes, etc.; en revanche, plus les ménages sont pauvres, moins ils peuvent employer des appareils à haut rendement énergétique, construire des maisons économes en énergie ou acheter l'électricité ou la chaleur émanant de sources renouvelables. Il faut en tenir compte dans les politiques visant

à atténuer le changement climatique. Le manque de formation technique a aussi un effet puisqu'on ne peut pas modifier les comportements, y compris les habitudes de consommation, sans comprendre les obstacles à la réduction des émissions de CO₂ et les différentes options envisageables.

b) Les hommes et les femmes n'ont pas la même perception des causes du changement climatique (et notamment des émissions de CO₂). En Allemagne, plus de 50 % des femmes, contre 40 % des hommes, considèrent que le changement climatique provoqué par le réchauffement de la planète est extrêmement ou très dangereux. En outre, les femmes sont convaincues que chacun peut contribuer à protéger le climat par son comportement individuel. Or, les grandes orientations ne tiennent aucun compte de ces idées.

B. Enseignements

47. Les femmes se sont organisées au niveau international pour influencer les négociations et les interventions nationales relatives aux changements climatiques; d'importants réseaux internationaux favorisant leur rôle en matière d'énergie et de changements climatiques ont été créés, dont le réseau Gender and Climate Change (Femmes et changements climatiques) créé par LIFE, Femmes d'Europe pour un avenir commun, South African Gender and Energy Network, et ENERGIA lors de la neuvième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques¹².

48. Avec l'appui mondial de groupes de femmes, une démarche visant à intégrer la sexospécificité dans les négociations des Nations Unies pour la protection du climat a été conçue par des réseaux de femmes en Allemagne : les points où se fait cette intégration ainsi que les stratégies et les alliances éventuelles sont recensés. Les étapes initiales vers la mise en œuvre sont prévues pour la onzième session de la Conférence des parties à la fin de 2005 : atelier sur la stratégie, colloque de femmes et entretien sur le climat visant à présenter les questions aux représentants de haut niveau. Un atelier, qui sera organisé avec le Groupe d'experts intergouvernemental, sur l'évolution du climat cherchera, à moyen terme, à combler les lacunes considérables de la recherche.

49. Au niveau local, les femmes fournissent des types particuliers de capital social face aux changements environnementaux (atténuation, adaptation et riposte), en s'organisant activement pendant et après les catastrophes pour aider leur ménage et leur collectivité.

50. Il est bon à plusieurs égards que les programmes et politiques concernant les changements climatiques tiennent compte des différences entre les sexes dans les mêmes groupes communaux, familiaux ou d'intéressés. Par exemple, à la différence de bien d'autres collectivités du Honduras, la Masica n'a signalé aucun décès après l'ouragan Mitch en 1998; or six mois auparavant, un organisme prévisionniste y avait donné, en tenant compte des sexospécificités, une formation aux systèmes d'alerte rapide et de gestion des risques. La collectivité a décidé de faire participer à égalité les hommes et les femmes à toutes les activités de gestion des risques et les femmes ont pris la relève des hommes au contrôle continu du système d'alerte

¹² Voir <www.gencc.interconnection.org>.

rapide. C'est ainsi que la municipalité a pu évacuer rapidement les zones où l'ouragan Mitch a sévi.

**Programme climatique 2004-2008 en Basse Autriche :
intégration des femmes**

Le gouvernement de l'État fédéral autrichien de Basse Autriche intègre les femmes à son programme, récemment créé, de protection climatique. À cet égard, cinq mesures ont été élaborées et rattachées aux plus de 200 mesures de protection climatique qui devront être prises en considération lors de la mise en œuvre du programme. Mais la résistance a été si forte que ces cinq mesures ne sont que la moitié du nombre initialement envisagé. Elles sont les suivantes :

- Représentation des femmes aux postes de décision;
- Égalité de chances dans la planification, l'organisation et les promotions;
- Promotion des femmes dans les spécialités techniques;
- Prise en compte des aspects sexuels dans la formation;
- Prise en compte des aspects sexuels dans les relations avec la presse.

Un examen initial de l'exécution du programme climatique sera effectué en 2006, année où la mise en œuvre des éléments de l'égalisation des sexes sera également examinée¹³.

51. Les femmes sont à même de définir leurs risques et leurs vulnérabilités de leur propre point de vue et de jouer un rôle important dans l'alerte rapide. Leur connaissance de l'adaptation (traditionnelle et communautaire) pourrait être fort utile.

Les femmes comprennent bien leur environnement

Les femmes Inuit du Canada du Nord ont toujours bien compris les conditions climatiques car c'est à elles qu'il incombait d'évaluer les conditions de la chasse et à y préparer les chasseurs¹⁴. Lors d'une sécheresse dans les petites îles des États fédérés de Micronésie, ce sont des femmes locales qui, connaissant bien l'hydrologie insulaire pour avoir travaillé la terre, ont trouvé de l'eau potable en creusant un puits qui a atteint la nappe phréatique¹⁵.

¹³ Voir <<http://www.fonafifo.com/english.html>>.

¹⁴ Voir <<http://www.iisd.org>>.

¹⁵ Cheryl L. Anderson « Gender matters: implications for climate variability and climate change and for disaster management in the Pacific Islands » dans InterCoast, hiver 2002.

52. En faisant appel aux femmes qu'intéressent la prévoyance et l'atténuation des catastrophes, les collectivités en ont mieux subi le choc et les effets. Les stratégies qui en résultent aident les pauvres à moins souffrir des catastrophes naturelles : analyse sexospécifique des groupes cibles, identification et préparation de zones sûres où fuir les inondations, établissement de systèmes locaux d'alerte rapide aux cyclones (contrôle et communication), étude des pratiques autochtones de relèvement et création de fonds pour prêts de secours accessibles aux femmes.

53. En ayant mieux accès aux ressources, aux technologies et à l'argent, les femmes ont plus de chance d'utiliser plus efficacement l'énergie renouvelable, donc d'atténuer les changements climatiques. Un accès plus sûr aux ressources des forêts et des zones protégées permet de réduire le déboisement et de ménager les puits de carbone tandis qu'un meilleur accès des humains et des animaux à l'eau potable laisse aux femmes des zones arides plus de temps pour leurs activités de subsistance.

**Programme costaricien de conservation et d'atténuation
des émissions de carbone**

Pour promouvoir et encourager la conservation, le reboisement, l'atténuation des émissions de carbone et de leur effet de serre ainsi que la gestion durable des ressources naturelles du pays, le Costa Rica exécute depuis 1996 un programme de services environnementaux, qui, par des récompenses économiques, incite les propriétaires à ne pas abattre leurs forêts. Mais l'accès de beaucoup, hommes et femmes, à la propriété étant limitée, l'institution nationale chargée d'exécuter le programme et de promouvoir l'égalité des sexes perçoit une redevance qui sert en partie à aider les femmes à devenir propriétaires.

54. L'amélioration du revenu familial a réduit l'exode rural des hommes, augmentant ainsi les ressources en main-d'œuvre rurale pour lutter contre la désertification et remettre les sols en état (par exemple, au moyen de la conservation des sols et de l'eau, par des systèmes de fourrage prêts à couper et à emporter, par des systèmes agroforestiers intensifs) et permettant aux pratiques traditionnelles de gestion écosystémique d'être transmises tant par les femmes que par les hommes.

55. Face aux changements climatiques, il faudra élaborer des méthodes sexospécifiques d'analyse des problèmes, de description des situations et d'évaluation d'impact. Des moyens comme les évaluations d'impact sur les femmes peuvent déjà être appliqués et encore raffinés lors de l'application. Pour les instruments et les mesures intéressant la protection climatique, il faudrait faire, aux niveaux local, régional, national et international, une analyse d'impact sur la situation des femmes et des hommes et sur la solidarité entre l'égalitarisme et la protection climatique. Questions à poser : quelle est la situation socioéconomique derrière ces mesures ? La dispense de soins (et ce qu'elle exige) est-elle reconnue et prise en compte ? Comment cela se traduit-il à grande échelle (par exemple, aide financière, information, mesures d'appui) ?

Travaux pratiques : Climat et changement – politique pour l'égalité des sexes face aux changements climatiques

La Climate Alliance of European Cities (Alliance climatique des villes d'Europe) a exécuté son premier projet égalitariste entre 2003 et 2005. Avec le concours de 10 villes de quatre pays européens, la situation des femmes dans des organismes municipaux de protection climatique a été examinée et on a débattu des moyens d'augmenter leur proportion dans les postes de décision.

Les débats ont porté sur les manières dont cette augmentation aiderait à protéger le climat et sur la question de savoir si elle entraînerait une politique de protection climatique plus sexospécifique. Les questions n'ont pas toutes reçu de réponse, mais on a exprimé de l'intérêt pour y travailler encore à l'avenir¹⁶.

Sept principes de secours et de reconstruction sexospécifiques : « Rien dans les secours aux catastrophes n'est extrasexuel »¹⁷

- Face aux catastrophes, les principes d'égalité des sexes et de réduction des risques doivent guider tous les aspects de l'atténuation, de la riposte et de la reconstruction. Le créneau ne dure pas;
- Réunir les faits : l'analyse sexospécifique n'est ni facultative ni conflictuelle, mais impérative pour diriger l'aide et prévoir un relèvement complet et équitable;
- Travailler avec les femmes du peuple : les organisations communautaires de femmes ont des idées, des connaissances, des expériences, des réseaux et des ressources d'une importance vitale pour aider à réagir aux catastrophes;
- Coopérer avec les groupes de femmes établis et développer leurs capacités;
- Résister aux stéréotypes : fonder les initiatives sur la connaissance des différences et sur les contextes culturels, économiques, politiques et sexuels précis, et non sur les généralisations abusives;
- Songer aux droits fondamentaux : les initiatives démocratiques et participatives sont les plus propices aux femmes et aux filles. Les femmes comme les hommes doivent pouvoir compter sur les conditions nécessaires pour jouir de leurs droits fondamentaux ainsi que pour survivre;
- Respecter et développer les capacités des femmes : ne pas les surcharger de tâches déjà difficiles et de responsabilités familiales.

¹⁶ Voir <<http://www.climateforchange.net>>.

¹⁷ Mis au point par le Gender and Disaster Network.

V. Conclusion

56. Le présent document donne des renseignements généraux et expose les enseignements tirés concernant les aspects sexospécifiques de l'énergie pour le développement durable et des changements climatiques; on espère qu'il en sera tenu compte dans les débats de la quatorzième session de la Commission du développement durable et dans les recommandations faites à la quinzième. Il est certes possible que les questions sexospécifiques ici débattues soient peu connues de certains participants à la Commission, mais elles ont beaucoup d'importance pour les femmes et les hommes de par le monde. Si les enseignements et les problèmes dont il a été question ici retiennent l'attention, cela améliorera l'équité et l'efficacité des politiques et initiatives énergétiques de développement durable et face aux changements climatiques adoptées par les gouvernements, les organismes internationaux, les pays donateurs, les organisations non gouvernementales et tous ceux qui participent aux décisions sur le développement.

57. Le souci des droits de l'homme doit enrichir la réflexion et le débat sur l'énergie pour le développement durable face aux changements climatiques. L'intégration à l'accès à l'énergie durable et abordable d'une démarche fondée sur les droits aidera à reconnaître et à prendre en compte les besoins propres et les droits fondamentaux des femmes. Fondés surtout sur les stratégies de privatisation, les modèles économiques actuels ne demandent pas de comptes s'agissant des besoins essentiels des populations.

58. Il faut reconnaître aux femmes leur rôle de facteurs de changement, aptes à participer à la création de modèles durables de consommation et de production d'énergie et aux efforts sérieux d'atténuation et d'adaptation concernant les changements climatiques. Il est donc impératif d'inclure l'égalité des sexes et la participation des femmes à tous les niveaux de planification et de décision environnementaux. Leur autonomisation par l'édification des capacités et la formation technique les mettra mieux à même de participer effectivement aux organes de politique et de décision énergétiques.

59. Enfin, si l'on s'occupe de l'absence de dimension sexospécifique dans la Convention-cadre sur les changements climatiques et de l'insuffisance des recherches sur leurs aspects sexospécifiques, on progressera vers une démarche plus cohérente et plus solide s'agissant des politiques à suivre face aux changements climatiques.